L'Anarcho-syndicaliste n°59
juin - juillet 1966
Union des Anarcho-Syndicalistes

LA GREVE DES MARINS ANGLAIS

LES REVENDICATIONS !

Il s'agissait pour les marins d'obtenir la révision d'une réglementation vieille de 72 ans. Leur semaine de travail était de 56 heures ce qui leur apportait un salaire d'environ 60 livres par mois. Ils demandaient la limitation de la durée du travail hebdomadaire à 40 h, les heures supplémentaires étant payées à ce tarif. Ce qui équivaut à une augmentation de 17%. Ils demandaient aussi une amélioration de leurs conditions de travail (un allongement substantiel de leurs congés à terre 53 jours, de façon à pouvoir bénéficier quelque peu de la via familiale).

LA GREVE !

Ce n'est pas de gaieté ce coeur que le secrétaire du syndicat (N.U.S.) l'a engagée. Il a tout fait pour la reculer d'abord (surtout pour l'éviter au moment de la campagne électorale de Wilson) . Mais menacé de grèves sauvages", il a du engager l'action. La confédération, les T.U.C., ne voyait pas non plus d'un bon oeil ce mouvement. Mais elle ne put éviter de donner son accord ...

Les marins pensaient à un succès rapide et spectaculaire: comment ne pas être persuadés qu'une ile comme la. Grande Bretagne ne peut pas tenir longtemps quand les bateaux ne lui apportent pas les marchandises qui lui sont tellement indispensables?

Cependant, les armateurs, pour parer aux inconvénients se sont employés à écarter leurs bateaux des ports anglais: or, tant qu'ils n'étaient pas en territoire britannique, les marins ne pouvaient se mettre en grève. De sorte qu'après 45 jours de grève 900 bateaux seulement sur un total de 2.500 étaient immobilisés.

Mais le syndicat des marins, seul, isolé des autres organisations syndicales, ne pouvait vaincre complètement. Il lui aurait fallu le soutien total, et effectif, de l'ensemble de la confédération, surtout du syndicat des dockers. Ce qui s'est passé est symptomatique. Une commission de conciliation fut désignée. Elle ne pouvait rendre son arbitrage favorable aux revendications, puisque, présidée par Lord Pearson, elle était destinée à contenir l'augmentation des salaires, ou si l'on préfère, à faire entrer celle-ci dans la politique des revenus du premier ministre travailliste Wilson. Car les Britaniques ont eux aussi leur politique des revenus, dont le but est de soutenir le cours de la livre sterling.

En conclusion de cet arbitrage, le N.U.S. refusa le compromis. Mais les T.U.C., prenant prétexte de ce refus, se désolidarisèrent de l'action des marins, trop heureux de pouvoir ainsi ne pas faire la moindre peine au gouvernement.

Réduits à leur seule volonté, les marins viennent d'être obligés d'accepter le compromis.

LA FIN DE LA GREVE !

Les résultats obtenus ne sont sans doute pas négligeables: les marins auront désormais 43 jours de congés payés annuels et la semaine de 48 heures, pour l'instant, avec "promesse de passage à la semaine de 40 heures dès l'année prochaine". Mais les marins ont accueilli le compromis avec colère. Ils ont eu conscience, sans aucun doute, d'avoir été trahis.

La presse nous annonce que la décision de reprise n'a été acquise au N.U.S. que par 29 voix contre 16. Ce qui montre les résistances même parmi les dirigeants.

"A Liverpool... les grévistes ont adopté mercredi soir, à l'unanimité, une résolution dans laquelle ils affirment qu'ils ne regagneront pas leurs bateaux avant d'avoir été mis au courant des raisons qui ont amené leurs dirigeants à ordonner la fin du débrayage". (*"Le Monde"* du 1 - 7 - 66)

Quant aux marins du port de Londres, c'est par des protestations qu'ils ont accueilli la décision, et réunis devant le siège du Comité Exécutif, ils ont poussé des cris stigmatisant la "trahison".

EN CONCLUSION !

"La fin de la grève constitue un succès pour le Premier ministre, M.Wilson, qui avait fait de grands efforts à cet effet tout en ne craignant pas de susciter des critiques au sein du syndicat des gens de mer en accusant le parti communiste de n'avoir pas été étranger dans la prolongation du conflit.

Le chef du gouvernement avait également fait voter l'état d'urgence afin de disposer de pouvoirs spéciaux lui permettant de prendre des mesures nécessaires pour assurer, le cas échéant, la marche des services essentiels du pays, lundi, la Chambre des Communes avait accepté de proroger l'état d'urgence pour un nouveau mois". (Les Journaux - 30-6-66).

Comme on le voit :

1°- Le chef du gouvernement n'a pas hésité à entrer en lutte contre une revendication pourtant amplement justifiée... pour soutenir sa politique des revenus.

2°- Les marins ont été vaincus en grande partie parce que leur confédération les a lâchés et ce pour ne pas s'opposer au gouvernement travailliste.

3°- Ils ont dû capituler, aussi, parce qu'aucune solidarité internationale ne s'est manifestée - et c'est une carence que l'on ne peut que relever -.

Comité de Défense des TRAVAILLEURS:

DEMORALISATION !

La grève du 17 Mai représente pour les travailleurs, la naissance d'un espoir. En effet, depuis le 11 Décembre 1964, ils ne s'étaient ainsi retrouvés au coude à coude pour une grève d'ensemble sur des résultats communs.

On venait d'assister, depuis plusieurs mois, à un certain nombre de grèves catégorielles, sectorielles, rotatives, manifestations près du C.N.P.F., pétitions... Toutes ces actions présentaient le même caractère: elles ne mettaient dans le "bain" qu'une fraction de la classe ouvrière, et ceci, sur des objectifs généraux qui intéressaient l'ensemble des travailleurs: lutte pour l'augmentation des salaires (contre la politique de stabilisation salariale pratiquée par le pouvoir sur le dos de l'ensemble des salariés), pour la sécurité du travail (contre la politique de licenciement provoquée par la concentration industrielle, contre la réforme scolaire provoquant la déqualification de la majorité des futurs producteurs, contre la réforme administrative - décrets sur la direction d'école mettant en "carte" l'ensemble du corps des instituteurs...).

Le résultat de pareilles manoeuvres des appareils syndicaux ne se faisaient pas attendre:

Les combats dispersés sur des objectifs aussi généraux, se soldaient par autant de défaites:

licenciements, salaires, décrets sur la direction d'école étaient maintenus, le capital ne reculait pas.

Les travailleurs se fatiguaient, les grèves partaient "en quenouille", le dégoût provoqué par l'incapacité (ou la trahison?) des directions syndicales se manifestait çà et là...

PUIS VINT LE 17 MAI !

Au cours de nombreuses réunions cantonales, les travailleurs des secteurs publics et nationalisés se trouvèrent ensemble.

Les revendications étaient les mêmes.

Les modalités de la lutte, communes, bien que le secteur privé, soumis aux mêmes brimades, ne fût que rarement partie prenante dans le combat par la faute à qui ?...

Dans ces réunions se manifesta alors le désir d'une grève plus longue (jusqu'à satisfaction des revendications), générale (sur des objectifs communs à l'ensemble des travailleurs).

Des motions dans ce sens furent ainsi envoyées vers les divers syndicats.

Plus, ayant perdu la confiance dans la volonté réelle de combattre de leurs syndicats, les travailleurs manifestèrent le désir de se réunir plus souvent ensembles afin d'exercer une pression parallèle et identique sur leurs dirigeants syndicaux.

Ainsi naquit ou est en train de naître, dans une dizaine de cantons de la Mayenne, des Comités intersyndicaux de défense des travailleurs.

Leur but n'est pas de remplacer les syndicats existants, mais de faire entendre la voix de la base. Beaucoup de ces travailleurs sont inorganisés. S'ils le veulent, ils auront la possibilité de s'inscrire au syndicat de leur choix. Au cours des réunions syndicales communes, seront traités les problèmes locaux, expliquée et discutée la situation générale, bref, on essaiera de devenir syndicalistes. De là, partiront au fur et à mesure des besoins aussi souvent qu'il le faudra (au moins une fois par mois), des avis, des observations, vers les syndicats auxquels appartiennent ou appartiendront ces travailleurs. On voit qu'ainsi, au processus actuel, (du sommet vers la base), on tentera d'opposer le processus base vers exécution plus démocratique et plus conforme à nos conceptions de libertés et de fédéralisme.

Pour assurer la coordination, les responsables de ces comités intersyndicaux, après chacune de leurs réunions locales se réuniront pour, à la lumière des discussions et des désirs des travailleurs, élaborer les ordres du jour suivants, les actions possibles à organiser.

REPRISE EN MAIN!

Les appareils syndicaux, notamment ceux du. S.N.I. et de la C.G.T. ne voient pas d'un très bon oeil ces comités, dont le contrôle leur échappe.

Il semble déjà qu'ils veuillent s'opposer à leur développement.

Le S.N.I. reproche la présence de travailleurs syndiqués à la C.F.D.T.

La C.G.T. est inquiète du retour à l'activité syndicale d'éléments qui l'avaient abandonné pour cause de politisation.

La question est de savoir si les buraucraties sauront imposer leur tactique destructrice ou si les travailleurs pourront faire prévaloir ce qui ne saurait être qu'une dynamique, une action véritable.

LA DESAFFECTION SYNDICALE, causes et remèdes:

Il est quelquefois décourangeant de constater la pauvreté du niveau des discussions dans les réunions syndicales, le petit nombre de syndiqués qui y participent, la difficulté que l'on éprouve à recruter des militants syndicalistes en général, et des militants syndicalistes révolutionnaires en particulier. Il est certain que le syndicalisme a connu des périodes plus fastes. Mais ce qui importe, ce n'est pas de se lamenter sur ces faits; il faut essayer d'en rechercher les causes et de trouver le moyen de les combattre.

On parle souvent d'une amélioration matérielle des conditions de vie qui conduiraient à un embourgeoisement de la classe ouvrière. C'est peut-être vrai, du moins pour certaines catégories de la classe ouvrière. Mais, en ce qui concerne les conditions de vie, les conséquences du "progrès" matériel ont peut-être plus d'importance que le progrès matériel lui-même. Ces conséquences sont les sollicitations multiples auxquelles l'individu est soumis, sollicitations qui finissent par créer une fatigue nerveuse qui, ajoutée à celle causée par le travail, vide l'individu de toute énergie et le conduit en définitive, à la paresse intellectuelle.

Mais il existe une cause qui concerne le syndicalisme lui-même. En fait, le syndicalisme, tel que le concevait un Pelloutier, et tel qu'il exista, en ses temps héroïques, n'existe plus. Seuls subsistent d'immenses appareils, fiers de leur puissance et de leur “audience", mais privés d'âme. Certains de ces appareils sont devenus la "courroie de transmission" de Partis politiques et en particulier du P.C.. D'autres continuent à prati-uer en leur sein une démocratie formelle permettant plus ou moins aux minorités de s'exprimer. Tous ont abandonné le recours à l'action directe comme arme essentielle et, faisant confiance à la politique dite de "contestation", tendent à s'intéger à l'Etat.

De tels syndicats sont évidemment incapables de promouvoir une éducation syndicaliste, dont le besoin se fait tant sentir, et ils ne le souhaitent d'ailleurs pas. De plus, par leur refus de poser les vrais problèmes, d'engager des actions sérieuses susceptibles d'aboutir à des victoires ouvrières, ils entretiennent la confusion et le découragement. La combativité dont fait preuve la classe ouvrière en ce moment est détournée dans des actions alibi, est canalisée au plus grand profit du Patronat de l'Etat.

Comment dans ces conditions s'étonner du scepticisme général ?

Nous ne pouvons, dans l’immédiat, agir efficacement sur le milieu imposé à l'homme par la civilisation technicienne. Il nous faut tenir compte de l’énervement, de l’inattention, de la promiscuité, de l'information abrutissante, de toutes ces tares que la recherche du Profit a introduites dans nos sociétés dites évoluées. Et c'est pourquoi nous avons besoin d'un immense effort d'éducation qui conduise l'homme à se retrouver lui-même. Il ne s'agit pas de se leurrer; la réforme Pouchet nous complique une tâche suffisamment ardue en elle-même.

Mais les éducateurs syndicalistes révolutionnaires doivent savoir qu'une des conditions essentielles de la révolution est la formation d'hommes. Sans quoi, nous n'aurons que ce qui a existé jusqu'ici: des révolutions politiques qui ne feront, au prix du sang du peuple, que: remplacer un maître par un autre. C'est par des hommes et pour les hommes que nous changerons de fond en comble les structures de la société.

Dans la même optique, quel que soit notre métier, nous devons dans la mesure de nos moyens, essayer de promouvoir ce que les syndicats ne font pas, c'est-à-dire l'éducation syndicaliste. Cette éducation syndicaliste, nous la réalisons d'ailleurs en partie quand nous développons nos thèses dans les assemblées syndicales, suscitant ainsi une discussion qui, bien souvent, n'existerait pas autrement.

Et ce sont ces thèses, syndicalistes révolutionnaires et anarchistes que nous devons essayer de faire admettre pour redonner vie au syndicalisme et par là-même réveiller l'enthousiasme des travailleurs.

Nous devons nous battre pour l'indépendance des syndicats. Indépendance vis-à-vis de l’Etat et de l'Eglise, certes. Indépendance vis-à-vis du P.C., évidemment. Mais indépendance à l'égard de tout Parti, aussi révolutionnaire soit-il. Ce n'est que lorsque le syndicat redeviendra l'affaire des syndiqués, et leur

affaire à eux seuls, et non celle d'un Parti ou d'une bureaucratie, que ses adhérents ont quelque chance de sortir de leur léthargie.

Nous devons donc nous battre également pour la démocratie à l'intérieur des syndicats; pour que le droit des minorités soit intégralement respecté; pour qu'aucun mot d'ordre ne soit lancé sans discussion sérieuse.

Nous devons nous battre pour l'organisation de luttes d'ensemble sur des mots d'ordre unitaires, et en même temps nous devons développer les perspectives révolutionnaires d'une société sans classe organisée sur des bases autogestionnaires et fédératives. C'est là en particulier que nous, anarcho-syndicalistes, avons notre mot à dire. Car beaucoup de gens ne voient comme contre-partie au monde capitaliste, que le monde dit communiste, ce qui est assurément peu réjouissant pour des individus épris de liberté. A nous de faire comprendre qu'il existe une troisième voie, totalement différente des deux autres, la solution socialiste libertaire.

Comment remédier à la désaffection syndicale ? La réponse en somme est inscrit dans la Charte d'Amiens, comme elle est inscrite dans l'acte de naissance de la 1ère Internationale: *"L'Emancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".*

"Il importe de travailler là ou sont les masses ... (syndicats)”

Lu dans un bulletin syndical départemental, ce début de ne peut être que d'un militant politique, d'un homme de Parti. Il ne viendrait pas à l'idée d'un syndicaliste, unité intégrée dans la "masse" syndicale, de s'exprimer ainsi.

Et cela situe bien la différence d'optique et de moyens employés entre le militant politique et le syndicaliste. On nous répondra sans doute que l'on peut être l'un et l'autre. A la lumière des expériences ouvrière passées, il semble bien que ce n'est plus ou pas exact: la priorité de l'action politique voulue par le Parti, détourne le syndicalisme de ses propres voies et moyens en influant sur ses décisions.

Le problème n'est pas nouveau, mais il n'en est que plus pressant:

- ou la “masse" est considérée comme insuffisamment consciente, retardataire, voire sous-évoluée et il lui faut alors une "direction" révolutionnaire que le Parti s'arroge le droit d'assumer,

- ou cette "masse", faite de tous les exploités, force le respect, par ses interventions historiques décisives (la commune, les soviets, les occupations d'usine de 36 , les collectivités espagnoles, les conseils ouvriers hongrois, les autogestionnaires algériens), car le complexe d’infériorité dans lequel s'acharnent à la maintenir patrons, gouvernants et chefs "prolétariens"; et alors, il ne s'agit plus de la diriger de l'extérieur, mais d'agir en son sein, de l'aider et d'être aidé par elle.

"Le génie collectif des masses silencieuses est la source de toutes les grandes choses" disait ou écrivait Renan (cité dans la "Révolution prolétarienne" de juin 66, à propos du Front Populaire). Certes, il peut manquer à la "masse" les moyens d'expression intellectuelle, la compréhension théorique des problèmes sociaux; mais elle a le sens instinctif des meilleures formes d'action révolutionnaire, ce qui fait le cauchemar de ses exploiteurs... et de ses dirigeants politiques ou syndicaux. Le problème n'est pas de "l'encadrer" ni de l'endoctriner, mais de lui faire confiance avec la volonté d'oeuvrer avec elle. Comme le pédagogue "moderne" qui fait confiance à l'enfant pour lui mieux permettre de s'exprimer et de s'épanouir.

"Quel admirable sens de l'opportunité et du geste à faire ont les ouvriers parisiens! Pas très enclins à l'or-ganisation, certes! Faciles à se laisser prendre et reprendre aux boniments des hâleurs de la politique, très certainement encore! Mais comme sens du combat, véritablement extraordinaires.

Exactement le moment qu'il fallait choisir pour entrer en lutte : un gouvernement d'aujourd'hui (Albert Sarrault) qui n'a plus d'autorité puisqu'il va démissionner demain, un gouvernement de demain (Léon Blum) auquel il faut donner le sérieux avertissement qu'on ne se contentera pas de belles phrases, mais qu'on veut du positif: augmentation des salaires, diminution de la durée du travail par la semaine de 40 heures, frein à l'absolutisme patronal par l'institution de délégués d'atelier munis de "pouvoirs".

(LOUZON - R.P. 10 juin 36).

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A :

Michel GATINEAU 107 rue Jean Jaurès ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.